



Communiqué de presse :
1^{er} Mai et Crise Sanitaire
Le monde du travail en première ligne
Nous ne devons pas payer les conséquences de cette crise

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs.

Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. De nombreux pays vivent grâce aux oubliés, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie.

Évidemment ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas comptés leurs heures, leur dévouement. Ensuite il y a tous les salarié-es, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, du nettoyage..., ainsi que tous ces agent.es de la fonction publique qui ont continué d'assurer leurs missions de service public, et plus largement celles et ceux qui travaillent au service de la population.

Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère, et notre détermination à faire changer les choses. **Nous porterons ce 1er mai 2020, bien que confinés, les revendications qui sont plus que jamais d'actualité :**

Sacrifier la santé des travailleuses et travailleurs ce n'est pas admissible :

Si la « reprise » de la vie sociale, dont le travail fait partie, est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité de chacun, chacune, ainsi que celle de ses enfants. La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !!

Car sacrifier les droits de celles et ceux qui travaillent sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation :

Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer !

Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron, ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleurs et travailleuses : ce sont de vraies revalorisations salariales du SMIC et des salaires en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la fonction publique !

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité :

Vacataires, intérimaires, intermittent.es, services civiques, la précarisation des travailleurs et travailleuses s'est multipliée ces dernières années, et la situation des chômeuses et chômeurs étudiant.es a été dégradée, tout comme celle des sans-papiers aujourd'hui ignorés sur le plan sanitaire comme social.



Union
syndicale
Solidaires



Elles et ils payent le prix fort de la situation, et les inégalités sociales explosent. Le manque d'investissement au niveau de la santé, la réforme de l'assurance chômage, le projet de réforme de la retraite pas points, mettent à mal la protection sociale, laquelle est un socle protecteur.

De plus, le développement des services publics est nécessaire et indispensable pour assurer l'égalité et répondre aux besoins de la population. De nombreuses aides sont prévues pour les entreprises, alors que pour ceux et celles qui sont dans les situations difficiles, elles restent mineures. Il faut permettre la suspension des loyers et des dépenses de toute l'énergie, une aide pour l'accès à internet et aux transports, car nous savons que si la crise sanitaire peut régresser, la situation économique et sociale va continuer à faire des dégâts.

Cette situation inédite, qui peut malheureusement continuer, a remis en lumière l'essentiel :

- √ La nécessité d'un hôpital et d'un système de santé publique avec de vrais moyens humains, matériels, financiers.
- √ Un système de protection sociale large tout au long de la vie.
- √ Des services publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques de restructurations, suppressions au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste !
- √ Des industries soucieuses de l'environnement, localisées dans nos territoires et répondants aux besoins des populations.
- √ La nécessité d'une renationalisation d'entreprises essentielles à la Nation (SNCF, Poste, EDF,...).

Le 1er mai doit permettre à chacun et chacune de s'emparer de ces revendications, et par tous les moyens de les rendre visibles.

**Pour cela, les Unions Départementales CGT – FSU -
Solidaires - UNSA - UNL tiendront**

Le vendredi 1^{er} Mai à 10h,

**Une conférence de presse exceptionnelle en
visioconférence,**

Retransmise en direct sur les réseaux sociaux.

(Les liens seront envoyés ultérieurement)

1^{er} Mai Confiné

Mais toujours Uni.es et Déterminé.es pour construire le jour d'après